

## RETOUR VERS LA PLANÈTE MARX

**D'Altoe Laurent**

---

Ringarde, dépassée, poussiéreuse... Ces dernières années, la doctrine marxiste n'a pas vraiment eu bonne presse (de droite). Poussée vers la sortie par un libéralisme triomphant, l'analyse des conditions d'exploitation des travailleurs par les propriétaires des moyens de production ressort aujourd'hui des oubliettes de l'histoire économique et sociale pour jeter un regard neuf sur les crises que nous traversons actuellement. Quelques réflexions...

### Rappel historique

Tout d'abord, il n'est pas inutile de rappeler, à grands traits, les principes de base de la pensée de Karl Marx. Pour ce grand penseur incontournable, ce sont les transformations des conditions économiques matérielles d'existence qui déterminent l'évolution des rapports politiques, des idées et de la conscience...

L'histoire reposerait donc sur une **dialectique** et le **matérialisme** où tous événements historiques sont influencés par les rapports sociaux, plus particulièrement les luttes de classes. ». Même si on retrouve finalement assez peu chez lui ces notions de matérialisme historique ou de matérialisme dialectique qui sont davantage liés à la trajectoire tragique du marxisme soviétique ... Il ne faudrait donc pas réduire la pensée marxiste, comme le dit le philosophe Walter Benjamin, « *la politique prime sur l'histoire* ». Car si on trouve bel et bien des accents évolutionnistes et positivistes chez Marx, ce qui domine c'est précisément la dimension politique, au sens où, pour lui, la politique c'est l'invention par ceux qui en sont exclus, de formes d'interventions sur ce qui les concerne.

Les opprimés - pour Marx, les « prolétaires » - pourraient alors prendre conscience de leur appartenance à un groupe - une classe - dont la situation est notamment (mais pas uniquement) déterminée par sa place dans le processus de production.

Le but de cette prise de conscience et de cette lutte est, à terme, amener une société sans classe et profondément égalitaire, avec un petit détour, quand même, par une phase transitoire de « dictature du prolétariat ». Dictature non au sens du 20<sup>ième</sup> siècle, mais au sens d'un pouvoir transitoire exceptionnel, limité dans le temps, qui concentrerait la force politique d'un mouvement social de masses. Maintenant, bien sûr, restent les difficultés et les ambiguïtés, sur quelle démocratie, quelle représentation, quelle porte-parole ...

Fort bien me direz-vous, mais cette doctrine est née au beau milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, en pleine expansion industrielle. Une époque beaucoup plus « simple » (en surface en tout cas) pendant laquelle les rapports sociaux et économiques paraissaient limpides. Dès lors, pour les détracteurs du vieux Karl, cette théorie ne serait plus du tout applicable à la situation particulièrement complexe de notre époque.

Quand Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français, s'exclamait : « *La lutte des classes, c'est dépassé* »<sup>1</sup>, il participait à ce vaste mouvement idéologique de décrédibilisation.

Et cela a bien failli fonctionner, puisque même dans certains milieux syndicaux, on emboîte le pas : « *« La lutte des classes, c'est du syndicalisme dépassé. Brûler des palettes, ça va un temps. Après il faut passer à autre chose.» Le secrétaire général de l'Union départementale CFDT, Bruno Cagnat, n'a pas mâché ses mots hier (...) Sur le fond, le responsable oppose un syndicalisme «réformiste» à un autre, celui de la CGT, jugé «conservateur», qui «ne parle que d'acquis». «Il n'y a pas que la confrontation mais aussi la négociation. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un syndicalisme adapté.»* »<sup>2</sup>. Un discours pour le moins surprenant dans la bouche d'un responsable syndical...

## Le grand retour

Si on ne peut passer sous silence les limites de l'analyse marxiste, l'exploitation des travailleurs, elle, ne s'est jamais aussi bien portée. Elle s'est juste ramifiée au sein de couches sociales que Marx n'avait peut être pas appréhendé à son époque (la classe moyenne, par exemple). C'est pourquoi d'autres penseurs, sans renier le marxisme originel, ont repris ces théories pour y intégrer des éléments et des concepts novateurs. Pierre Bourdieu, pour ne citer que lui, a élargi l'analyse de Marx en y incluant « l'espace social » et la valeur symbolique.

Mais comme on vient de l'écrire, la doctrine marxiste pose les bases d'un processus révolutionnaire qui doit amener à une société sans classes, après la victoire du prolétariat. Mais ce processus ne peut fonctionner que moyennant une conscience de classe, c'est-à-dire un sentiment fort d'être embarqué sur le même bateau que tous ceux qui subissent l'exploitation économique, de par leur place dans l'appareil productif. Or, parallèlement au discours néolibéral renvoyant la lutte des classes aux livres d'histoire, un mouvement de fond semblable, porté par certains intellectuels et hommes politiques (pas tous de droite d'ailleurs), tend à réduire, au moins dans les esprits, l'importance numérique de la classe ouvrière.

Comble du cynisme, le milliardaire américain Warren Buffet déclarait récemment que la lutte des classes existait bel et bien et que c'était la sienne (celle des riches) qui était en passe de l'emporter...

## Nouvelle conscience

A cette perte de repères, s'ajoutent d'une part, la quasi disparition des partis communistes d'Europe de l'Ouest dans les années 1980-1990 (certains d'entre eux avaient de toute manière déjà renoncé depuis longtemps à l'approche marxiste) et d'autre part, la mutation des partis socialistes européens qui, de partis « révolutionnaires » ou « de classes », évoluent vers des formations de « transformation sociale ».

---

<sup>1</sup> « Raffarin : « la lutte des classes est dépassée » », in Libération, 16/3/2004

<sup>2</sup> « Défilé du 1er-Mai. La CFDT : «La lutte des classes, c'est dépassé» » in La Dépêche, 02/05/2013

Ce questionnement sur l'approche marxiste traditionnelle n'empêche pas les inégalités générées par le capitalisme (même « réformé »). Les grands mouvements sociaux des années 1990 et 2000 ont remis à l'ordre du jour la protestation de masse contre les inégalités sociales et économiques à travers le monde. Certains ont d'ailleurs crû voir dans cette mouvance une preuve supplémentaire de la faillite définitive des théories marxistes : ces dernières seraient « débordées » par des mouvements qu'elles ne savent plus faire entrer dans leurs grilles d'analyses traditionnelles. C'est oublier un peu vite que les théories marxistes ont elles-mêmes évolué en élargissant le propos : « *De leur côté, les néo-marxistes, véhiculent une vision des classes sociales comme une réalité plus complexe, qui continue de structurer le milieu du travail, mais qui ne monopolise pas les conflits sociaux que l'on retrouve tout autant dans le hors-travail. Cette conception des rapports sociaux accorde donc une place tant aux mouvements ouvrier et syndical qu'aux nouveaux mouvements sociaux.* »<sup>3</sup>.

### Quelques réflexions

Jeter la lutte des classes (élargie il est vrai, cf. supra) comme un kleenex usagé participe donc d'une vaste offensive néolibérale à l'heure où la cogestion et la fausse communauté d'intérêts avec le patronat tiennent le haut du pavé.

L'oppression ne faiblit pas : elle s'internationalise et prend des formes plus variées. Quant aux opprimés, ils n'ont jamais été si nombreux, même si la lecture purement prolétarienne de ces rapports doit être enrichie de concepts qui n'existaient pas du temps de Marx. Mateo Alaluf, sociologue, ne dit pas autre chose : « *Dans une société divisée en classes, la référence à la classe ouvrière désigne la capacité de travailleurs de divers métiers, régions et pays de se donner, par-delà les clivages et les cloisonnements, une communauté d'objectifs et de destin. Aujourd'hui, le chômage et la précarité constituent l'expérience de travail commune à tous les salariés et les attaques qui visent leurs revenus et droits sociaux sont devenus le terrain principal des conflits collectifs. Ceux que l'on appelait naguère « cols bleus » et « cols blancs » forment à présent, ensemble, une vaste classe populaire qui regroupe la majorité de la population* ».

Ce à quoi on pourrait ajouter les chômeurs et autres travailleurs pauvres et/ou précarisés. Unis contre des logiques économiques dans des mouvements de protestation qui, s'ils n'ont pas toujours la cohérence et la structuration d'une classe ouvrière « classique » n'en demeurent pas moins porteurs d'espoir face à l'injustice.

Dans ce contexte, l'éducation populaire joue un rôle central, comme le rappelle le sociologue Christian Maurel : « *En permettant ainsi au peuple d'accéder à un niveau supérieur de conscience et d'engagement, l'éducation populaire y occuperait toute sa place et selon les missions fondamentales qui sont les siennes : conscientisation, émancipation, augmentation de la puissance d'agir, transformation sociale et politique.* » (Intervention à la Fondation Gabriel Péri, 23 mai 2012).



---

<sup>3</sup> Jacques Boucher : « *Les mouvements sociaux, réflexion à partir des théories de l'action collective et de la régulation* », Cahiers du Centre de Recherche sur les Innovations Sociales (CRISES), Collection Etudes Théoriques, ET 9003, 1990.

